

Droit des affaires (fiche nationale)

RNCP38159 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128, 310, 313
Formacode(s)	13261, 41077, 13354, 13253, 41091
Code(s) ROME	M1402, M1205, K1902, K1903, H1102
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2028

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE · SIRET : 13002806100013

UNIVERSITE DE RENNES · SIRET : 13003051300019

CY CERGY PARIS UNIVERSITE · SIRET : 13002597600015

UNIVERSITE D'ORLEANS · SIRET : 19450855200016

UNIVERSITE DE LA REUNION · SIRET : 19974478000016

UNIVERSITE LE HAVRE NORMANDIE · SIRET : 19762762300097

UNIVERSITE BOURGOGNE EUROPE · SIRET : 93823061200013

UNIVERSITE MARIE ET LOUIS PASTEUR (UMLP) · SIRET : 93810656400017

UNIVERSITE DE CORSE P PAOLI · SIRET : 19202664900264

UNIVERSITE SAVOIE MONT BLANC · SIRET : 19730858800015

UNIVERSITE DE MONTPELLIER · SIRET : 13002979600013

UNIVERSITE D'ANGERS · SIRET : 19490970100303

NANTES UNIVERSITE · SIRET : 13002974700016

UNIVERSITE DIJON BOURGOGNE · SIRET : 19211237300019

UNIVERSITE DE BESANCON - UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE · SIRET : 19251215000363

UNIVERSITE DE BORDEAUX · SIRET : 13001835100010

UNIVERSITE PARIS-SACLAY · SIRET : 13002602400054

<https://www.universite-paris-saclay.fr/>

UNIVERSITE DE LORRAINE · SIRET : 13001550600012

UNIVERSITE GRENOBLE ALPES · SIRET : 13002608100013

UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE · SIRET : 19941111700013

UNIVERSITE DE PERPIGNAN VIA DOMITIA (UPVD) · SIRET : 19660437500010

UNIVERSITE DU LITTORAL COTE D OPALE · SIRET : 19594403800205

UNIVERSITE D'AIX MARSEILLE · SIRET : 13001533200013

UNIVERSITE DE STRASBOURG · SIRET : 13000545700010

<https://www.unistra.fr/>

UNIVERSITE DE LILLE · SIRET : 13002975400012

UNIVERSITE AMIENS PICARDIE JULES VERNE · SIRET : 19801344300017

UNIVERSITE PARIS CITE · SIRET : 13002573700011

UNIVERSITE DE TOULON · SIRET : 19830766200017

UNIVERSITE PSL · SIRET : 13002614900018
<https://psl.eu/>

UNIVERSITE COTE D'AZUR · SIRET : 13002566100013

UNIVERSITE DE ROUEN NORMANDIE · SIRET : 19761904200017

UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE · SIRET : 19141408500016

UNIVERSITE DE POITIERS · SIRET : 19860856400375

UNIVERSITE POLYTECHNIQUE HAUTS-DE-FRANCE (UPHF) · SIRET : 13002574500014

UNIVERSITE PARIS NANTERRE · SIRET : 19921204400010

UNIVERSITE LYON 2 A ET L LUMIERE · SIRET : 19691775100014

UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE · SIRET : 19751717000019

UNIVERSITE TOULOUSE CAPITOLE · SIRET : 13003061200019

UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS · SIRET : 13002995200012

UNIVERSITE JEAN MONNET SAINT ETIENNE · SIRET : 19421095100423

UNIVERSITE JEAN MONNET (EPSCP) · SIRET : 93850168100010

UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN · SIRET : 19692437700282

UNIVERSITE DE NIMES · SIRET : 13000375900011

NIMES UNIVERSITE · SIRET : 93249157400012

Partenaires habilités

17 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 9 à former et organiser l'évaluation et 8 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
ASSAS EXECUTIVE EDUCATION	93506081400016	Former et organiser l'évaluation
ASS DE GESTION DU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS SUPERIEUR DE BOURGOGNE	50876465100024	Former
ASS DE GESTION DU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS SUPERIEUR DE BOURGOGNE	50876465100032	Former
ASS PROMO GESTION CTRE ENS SUP A EVRY	40292484900027	Former
CENTRE DE FORMATION APPRENTIS UNIVERSITAIRE ALSACE	19681166500393	Former et organiser l'évaluation
CFA	13002979600260	Former
ECOLE SUPERIEURE DE LA BANQUE	88087198300230	Former et organiser l'évaluation
FORMA SUP ARL	43903961100025	Former
FORMASUP NORD-PAS DE CALAIS	42813525500050	Former et organiser l'évaluation
FORMASUP PARIS ILE-DE-FRANCE	42071817300065	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré. Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie. Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

ACTIVITÉS VISÉES

- Rédaction de notes de synthèse, d'analyses juridiques, de contrats, de jeux de conclusions et de notes en droit des affaires
- Elaboration d'une argumentation en réponse à une question relevant du droit des affaires
- Propositions de solutions adaptées aux besoins d'un client ou d'un employeur dans le champ du droit des affaires
- Conseil des personnes physiques ou morales au plan social, fiscal, procédural et patrimonial
- Conception, mise en œuvre et suivi des procédures garantissant le respect des obligations légales d'une entreprise
- Gestion de la relation contractuelle propre au droit des affaires
- Préparation et suivi des contentieux en droit des affaires
- Veille juridique, évolution de la réglementation et de la jurisprudence en droit des affaires
- Management d'une équipe de juristes spécialisés en droit des affaires
- Surveillance et suivi d'activités pour assurer leur conformité au cadre réglementaire du droit des affaires

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Compétences spécifiques de la mention

- Réaliser une veille juridique complète afin d'identifier les différentes sources d'information
- Interpréter les dispositions internationales, européennes, nationales en droit des affaires en vue de s'adapter aux innovations constantes de la législation et de la jurisprudence
- Analyser la jurisprudence nationale et européenne pour en dégager la portée dans le contexte professionnel
- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un dossier afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
- Concevoir, à destination des entreprises et de leurs dirigeants des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des affaires afin d'éclairer leurs actions
- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit des affaires
- Conseiller sur les outils d'optimisation de l'implantation en France de sociétés étrangères et de l'implantation à l'étranger de sociétés françaises en vue d'accompagner le développement d'entreprises
- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Evaluer les risques juridiques en vue de proposer des solutions de couverture des risques
- Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
- Construire des modèles de prévention/ résolution des litiges pour sécuriser l'entreprise
- Concevoir et mettre en œuvre des procédures pour garantir le respect des obligations légales d'une entreprise
- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
- Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre
- Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Concevoir des documents de compréhension et d'analyse en vue d'une aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des affaires
- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision
- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)
- Identifier les questions juridiques soulevées par une situation de fait intéressant la vie de l'entreprise et proposer une solution
- Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties
- Définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité
- Rédiger des actes juridiques nécessaires (contrats, statuts)
- Etablir les procès-verbaux d'assemblée générale ou de conseil d'administration
- Sélectionner le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques) pour régler le litige
- Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend
- Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse
- Choisir la forme juridique la plus adaptée
- Déterminer l'organisation optimale de la gouvernance
- Arrêter les clauses statutaires
- Mener l'ensemble des formalités de création
- Promouvoir l'éthique et la conformité au sein de l'entreprise
- Proposer les solutions fiscales et sociales adaptées à l'évolution de l'entreprise
- Suivre juridiquement les besoins de financement de l'entreprise
- Proposer les regroupements et/ou filialisations nécessaires
- Accompagner juridiquement le développement international de l'entreprise
- Accompagner l'entreprise dans le cadre de la prévention et du traitement de ses difficultés
- Conseiller le dirigeant d'entreprise
- Envisager la transmission à cause de mort de l'entreprise
- Accompagner la cession entre vifs à titre gratuit ou onéreux
- Accompagner la restructuration de l'entreprise en difficulté

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou

compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP38159BC01 — Mettre en œuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptée en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC02 — Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptée en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC03 — Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptée en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC04 — Contribuer à la transformation en contexte professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité

- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC05 — Analyser, assister, et conseiller sur des problématiques de droit des affaires

LISTE DE COMPÉTENCES

- Réaliser une veille juridique complète afin d'identifier les différentes sources d'information
- Interpréter les dispositions internationales, européennes, nationales en droit des affaires en vue de s'adapter aux innovations constantes de la législation et de la jurisprudence
- Analyser la jurisprudence nationale et européenne pour en dégager la portée dans le contexte professionnel
- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un dossier afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
- Concevoir, à destination des entreprises et de leurs dirigeants des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des affaires afin d'éclairer leurs actions
- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit des affaires
- Conseiller sur les outils d'optimisation de l'implantation en France de sociétés étrangères et de l'implantation à l'étranger de sociétés françaises en vue d'accompagner le développement d'entreprises

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC06 — Gérer la protection des intérêts juridiques d'une entité en mobilisant les dispositions et outils du droit des affaires

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Evaluer les risques juridiques en vue de proposer des solutions de couverture des risques
- Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
- Construire des modèles de prévention/ résolution des litiges pour sécuriser l'entreprise
- Concevoir et mettre en œuvre des procédures pour garantir le respect des obligations légales d'une entreprise
- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
- Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre
- Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC07 — Fournir un appui juridique à la prise de décision en mobilisant le raisonnement juridique en droit des affaires

LISTE DE COMPÉTENCES

- Concevoir des documents de compréhension et d'analyse en vue d'une aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des affaires
- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision
- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)
- Identifier les questions juridiques soulevées par une situation de fait intéressant la vie de l'entreprise et proposer une solution

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC08 — Négocier et rédiger des actes juridiques en droit des affaires

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties
- Définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité
- Rédiger des actes juridiques nécessaires (contrats, statuts)
- Etablir les procès-verbaux d'assemblée générale ou de conseil d'administration

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC09 — Gérer un contentieux en appliquant le droit des affaires

LISTE DE COMPÉTENCES

- Sélectionner le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques) pour régler le litige
- Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend
- Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38159BC10 — Créer une entreprise et accompagner son fonctionnement, son développement, sa transmission, sa restructuration

LISTE DE COMPÉTENCES

- Choisir la forme juridique la plus adaptée
- Déterminer l'organisation optimale de la gouvernance
- Arrêter les clauses statutaires
- Mener l'ensemble des formalités de création
- Promouvoir l'éthique et la conformité au sein de l'entreprise
- Proposer les solutions fiscales et sociales adaptées à l'évolution de l'entreprise
- Suivre juridiquement les besoins de financement de l'entreprise
- Proposer les regroupements et/ou filialisations nécessaires
- Accompagner juridiquement le développement international de l'entreprise
- Accompagner l'entreprise dans le cadre de la prévention et du traitement de ses difficultés
- Conseiller le dirigeant d'entreprise
- Envisager la transmission à cause de mort de l'entreprise
- Accompagner la cession entre vifs à titre gratuit ou onéreux
- Accompagner la restructuration de l'entreprise en difficulté

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

69.10.12 Services de conseil et représentation juridique, en droit des affaires et droit commercial
 69.20.31 Services de conseil fiscal aux entreprises
 69.10.15 Services juridiques en matière de brevets, droits d'auteurs et autres droits de propriété intellectuelle
 66.19 : Autres services auxiliaires aux services financiers
 69.10.17 Services d'arbitrage et de conciliation
 70.22.11 Services de conseil en gestion stratégique
 70.22.13 Services de conseil pour l'organisation de canaux de commercialisation (y compris les franchises)
 82.91Z Activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Juriste d'entreprise généraliste ou spécialisé
- Juriste de banque, d'assurance ou de finance
- Juriste en cabinet d'expertise ou en cabinet d'avocats d'affaires
- Juriste en cabinet d'audit et d'expertise-comptable
- Conseil en fusion/acquisitions
- Conseil aux startup
- Conseiller juridique et fiscal
- Conseiller fiscal et financier
- Chargé de clientèle banques et assurances
- Contract manager
- Responsable juridique des systèmes d'information et de la propriété intellectuelle
- Juriste dans une autorité administrative indépendante (AMF ; ACPR ; AFA...) ou une organisation semi-publique
- Conseil en gestion de patrimoine
- Conseil en prévention des difficultés des entreprises
- Conseil en propriété industrielle
- Compliance officer
- Délégué à la protection des données (DPO)
- Juriste dans un cabinet de diagnostic d'entreprise
- Risk manager

Après réussite à un concours ou obtention d'un examen ou d'un certificat complémentaire :

- Avocat
- Mandataire judiciaire des entreprises

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 504 €
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée) R2X80 — Attachés commerciaux · tension 4/5 (Élevée) R4X91 — Technico-commerciaux · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	77 320

Jugés difficiles à recruter	33 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs L4X80 — Techniciens des services administratifs L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit R2X80 — Attachés commerciaux R4X91 — Technico-commerciaux

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignements-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participants à la formation
- des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignants

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 950 €
Selon la branche	6 500 € – 8 393 €
Prise en charge	Branches concernées
7 950 €	Valeur par défaut · 160 branches
8 393 €	CNPE des sociétés financières, CNPEFP des sociétés d'assistance, CPNE Banque, CPNE Branche Caisse d'Epargne, CPNE Branche Caoutchouc
7 700 €	CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine, CPNE FP Branche des magasins du Bricolage, CPNE autoroutes, CPNE de l'exploitation des équipements thermiques et de genie climatique, CPNE des Vins et Spiritueux
7 931 €	CPNEFP Import-Export, CPNEFP de l'habillement, mercerie, chaussure et jouet, CPNEFP de la branche de la répartition pharmaceutique, CPNEFP de la branche des entreprises du bureau et du numérique (commerces et services)
7 704 €	CPNE Travail Temporaire, CPNEF de la Branche des organismes de formation, CPNEFP des commerces de gros
7 500 €	CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire, CPNE du notariat, CPNEFP de l'enseignement privé indépendant
6 500 €	CNPE de la Plasturgie et des Composites, CPNEF inter-secteurs papier carton, CPNEFP Carrières et matériaux
8 000 €	CPNE chimie, CPNFPE des sociétés d'assurances

7 600 €	CPNEF de la Publicité, CPNEFP de la Branche des Caisses régionales de Crédit Agricole et autres organismes
7 000 €	CPNE Ports et Manutention, CPNEFP de la métallurgie
6 562 €	CPNE de la branche des experts comptables et commissaires aux comptes, CPNEFP de l'industrie cimentière
8 347 €	CPNE Personnel des administrateurs et mandataires judiciaires
8 330 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil
8 291 €	CPNE Industrie pétrolière
7 970 €	CPNEFP des cabinets d'avocats
7 952 €	CPNEFP Sports Loisirs
7 849 €	CPNEFP de la branche de la promotion immobilière
7 469 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/12/2028

Date de dernière délivrance possible 31/12/2031

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP34127

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://psl.eu/>

<https://www.cyu.fr/>

<https://www.univ-nantes.fr/>

<https://www.uca.fr/>

<https://univ-cotedazur.fr/>

<https://www.univ-amu.fr/>

<https://www.univ-angers.fr/>

<https://www.univ-fcomte.fr/>

<https://www.u-bordeaux.fr/>

<https://www.unicaen.fr/>

<https://www.universita.corsica.fr/>

<https://www.u-bourgogne.fr/>

<https://www.univ-reunion.fr/>

<https://www.univ-lille.fr/>

<https://www.univ-lorraine.fr/>

<https://www.umontpellier.fr/>

<https://www.unimes.fr/>

<https://www.univ-perp.fr/>

<https://www.univ-poitiers.fr/>

<https://www.univ-rouen.fr/>

<https://www.unistra.fr/>

<https://www.univ-tln.fr/>

<https://www.univ-lehavre.fr/>

<https://www.univ-littoral.fr/>
<https://www.univ-grenoble-alpes.fr/>
<https://www.univ-st-etienne.fr/>
<https://www.univ-lyon3.fr/>
<https://www.univ-lyon2.fr/>
<https://www.panthéonsorbonne.fr/>
<https://u-paris.fr/>
<https://www.parisnanterre.fr/>
<https://www.u-pec.fr/>
<http://www.assas-universite.fr/>
<https://www.universite-paris-saclay.fr/>
<https://www.uphf.fr/>
<https://www.univ-rennes.fr/>
<https://www.univ-smb.fr/>
<https://www.ut-capitole.fr/>
<https://www.univ-orleans.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/38159/>

Où se former

Formations référencées	87
Organismes	21
Régions couvertes	9
Prix indicatif	1 231 € – 17 697 €
Durée	77 – 1869 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	41
Organismes gestionnaires (CFA)	14
Organismes formateurs	20
Régions couvertes	7
Départements couverts	14
Organismes certifiés Qualiopi	20
Sessions	de 09/2025 à 10/2028

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	273
Parcours menés à terme	144
Taux d'achèvement	53 %
Période	02/2024 – 09/2026

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	339
Montant total engagé	1 667 317 €
Coût moyen par dossier	4 918 €
Durée moyenne	220 h
Période	01/2024 – 09/2026
France compétences	56 %
Reste à charge titulaire	30 %
Entreprise	9 %
OPCO	3 %
France Travail	1 %
Régions	1 %
Compte d'engagement citoyen	0 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.